# Les grandes tendances des rémunérations

## Juridique





#### **AVERTISSEMENT SUR LES DÉNOMINATIONS**

Tous les intitulés de poste et les descriptifs de fonction présentés dans le *Guide des Salaires* concernent aussi bien les hommes que les femmes. Nous avons choisi d'utiliser le masculin pour l'écriture des dénominations dans un souci de lisibilité, mais bien entendu le sexe ne peut être retenu comme un critère de recrutement ni comme un facteur de discrimination salariale.

### **JURIDIQUE**

## LÉGER MIEUX POUR LE DIRECTEUR JURIDIQUE MAIS UNE ANNÉE MOROSE POUR LE JURISTE D'ENTREPRISE ET L'ASSISTANT JURIDIQUE

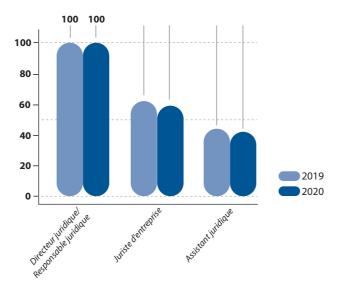
La famille « Juridique » enregistre une étonnante homogénéité de résultat puisque les trois fonctions affichent une augmentation de leur rémunération globale de 2 % en médiane. En réalité, les directeurs juridiques/responsables juridiques expérimentés sont les grands gagnants de cette famille grâce à une importante augmentation de leurs rémunérations fixes et variables. Chez les juristes d'entreprises, c'est la jeunesse qui est récompensée, la rémunération globale augmente de 4 % pour le le décile et le le quartile. Pour les assistants juridiques, la rémunération globale des juniors reste stable (le décile), mais elle dévisse de 6 % pour le 9 décile.

Les positions au sein de la hiérarchie salariale restent inchangées, mais les écarts se creusent entre le directeur juridique/responsable juridique et ses collaborateurs. Ainsi la rémunération du juriste d'entreprise correspond désormais à 59 % de celle de son N + I, contre 62 % l'an dernier. La différence entre la rémunération de l'assistant juridique et celle du leader de la famille est de 58 points, l'écart s'est accentué de 2 points.

Cette famille est toujours fortement féminisée (les femmes représentent 75 % des effectifs), mais les inégalités salariales hommes/femmes s'accentuent. En termes de rémunération globale, l'écart est de 16 % en faveur des hommes contre 14 % l'an dernier.

#### POSITIONNEMENT DES FONCTIONS DANS LA FAMILLE « JURIDIQUE »

L'histogramme comparatif suivant indique la hiérarchie de rémunération entre les fonctions de la famille « Juridique » par rapport au directeur juridique (ingjec 400 – tous seaseurs confondus).



Le directeur juridique/responsable juridique connaît une situation moins inquiétante que ces deux dernières années, sa rémunération globale et la part fixe de celle-ci augmentent de 4 % en moyenne. Si les résultats sont satisfaisants pour tous les profils en termes de rémunération fixe (+ 4 % pour le 1<sup>er</sup> décile et le 1<sup>er</sup> quartile et + 3 % pour le 3<sup>e</sup> quartile), il en va autrement pour la rémunération variable qui bénéficie principalement aux seniors (+ 9 % pour le 9<sup>e</sup> décile) peu récompensés lors de la précédente enquête.

La situation s'avère moins favorable pour les juristes d'entreprise (37 ans et 5 années d'ancienneté en médiane). En effet, les primes et les bonus ont oublié cette fonction ; leur volume a diminué de 10 % pour le 1<sup>er</sup> décile et de 8 % pour le 9<sup>e</sup> décile. Par ailleurs, seuls les profils les moins expérimentés bénéficient d'une croissance de leurs rémunérations globale et fixe (+ 4 % et + 3 % pour le 1<sup>er</sup> décile), à l'inverse leurs aînés sont sanctionnés : la rémunération fixe du 3<sup>e</sup> quartile chute de 8 % et sa rémunération globale de 4 %.

FONCTIONS	Âge moyen en années	Ancienneté moyenne en années	Rémunération globale moyenne en euros	Rémunération globale des juniors en euros	Rémunération globale des seniors en euros
Directeur juridique / Responsable juridique	49	14	90 410	67 570	102 920
Juriste d'entreprise	39	8	53 270	42 140	59 660
Assistant juridique	46	15	38 120	30 970	43 880

Les assistants juridiques (49 ans et 12 années d'ancienneté en médiane) connaissent quant à eux une année sans trop de changement en termes d'évolution de leur rémunération. La rémunération globale moyenne reste stable, elle est de 38 120 € contre 38 260 € lors de la précédente enquête. La part variable de la rémunération des juniors est en fort recul (- 16 % pour le 1<sup>er</sup> décile), mais ce pourcentage doit être relativisé compte tenu du montant de celle-ci (1 260 €). Pour rappel, les primes et les bonus correspondent à 5 460 € pour les membres du 9<sup>e</sup> décile.

### **ZOOM SUR LES INÉGALITÉS HOMMES/FEMMES**

Les trois quarts des membres de cette famille sont des femmes (75 % du panel contre 71 % l'an dernier), et pourtant les hommes continuent d'afficher des rémunérations infiniment supérieures. Avec une rémunération moyenne globale égale à 71 570 €, ils gagnent 16 % de plus que leurs homologues féminines. Cet écart a augmenté de 2 points par rapport à l'enquête 2019-2020. Le constat est identique pour les rémunérations fixes et variables, les écarts s'accroissent et toujours en défaveur des femmes ; ils s'élèvent, respectivement à 15 % pour la part fixe (contre 13 % l'an dernier) et à 24 % pour la part variable (contre 20 % l'an dernier).

Part des femmes dans l'échantillon	Rémunération globale moyenne des hommes	Rémunération globale moyenne des femmes	Écart hommes/femmes sur la rémunération globale	Écart hommes/femmes sur la rémunération fixe	Écart hommes/femmes sur la rémunération variable
75 %	71 570 €	60 160 €	- 16 %	- 15 %	- 24 %

Mauvaise nouvelle pour les directrices juridiques/responsables juridiques qui représentent 67 % de l'échantillon (contre 62 % l'an dernier), leur rémunération globale moyenne, qui est égale à 87 690 €, est inférieure de 9 % à celle versée à leurs homologues masculins. L'écart de rémunération entre les deux sexes s'est accentué de 5 points entre les deux dernières enquêtes.

FONCTIONS	Part des femmes dans l'échantillon	Rémunération globale moyenne en euros	Rémunération globale moyenne des hommes en euros	Rémunération globale moyenne des femmes en euros	Écart hommes/ femmes de rémunération globale moyenne
Directeur juridique / Responsable juridique	67 %	90 410	96 030	87 690	- 9 %
Juriste d'entreprise	75 %	53 270	56 280	52 280	- 7 %
Assistant juridique	90 %	38 120	35 600	38 410	8 %

Plus de femmes exercent la fonction de juriste d'entreprise que de directeur juridique. Elles représentent 75 % des effectifs de cette fonction et pourtant leur rémunération globale moyenne est inférieure de 7 % à celle versée aux hommes exerçant cette profession. Cet écart était de 8 % en faveur des hommes l'an dernier.

Seulement 10 % d'hommes exercent la fonction d'assistant juridique. Avec une rémunération moyenne égale à 35 600 €, ils gagnent 8 % de moins que leurs consœurs dont la rémunération moyenne correspond à 38 410 €. Cet écart favorable aux femmes était plus important l'an dernier (10 %).

Toutes ces observations sont faites sur la rémunération annuelle globale 2019 qui inclut le salaire fixe contractuel et les primes variables et non garanties éventuellement versées aux salariés pour la même année.

Précisons qu'il s'agit de tendances observées à partir du panel constitué par les entreprises qui ont participé à l'enquête 2020. Ce panel n'est que partiellement constant et les changements de profil de titulaires ont pu occasionner des modifications dans les rémunérations pratiquées sur les tendances observées en 2019. Il a donc été nécessaire d'opérer certains ajustements.



## Décryptez toutes les tendances en matière de rémunérations

La nouvelle édition vient de paraître

2020-2021



